

6 Société et Culture

Régies financières / Négociations gouvernement-Syndicats
Les pourparlers se poursuivent

EL
 Libreville/Gabon

LES secrétaires généraux et les directeurs des cabinets des ministères du Budget, de l'Economie et du Pétrole ont poursuivi hier, dans les locaux du ministère du Budget, les discussions entamées depuis plusieurs semaines avec les représentants des syndicats des régies financières. Y ont pris part, l'intersyndicale des régies financières, le Syndicat des gestionnaires et des centraux, ainsi que deux personnes qui ont dit représenter la Fédération des syndicats des régies financières et des administrations assimilées (Fesyrefaa) en grève. Il y a lieu de rappeler que les multiples mouvements d'humeur qui paralysent le bon fonctionnement de ces administrations ont conduit le gouvernement à



Photo : E.L

Responsables administratifs et syndicaux durant la séance de travail d'hier.

mettre en place un comité de crise pour entamer des négociations avec les partenaires sociaux, en vue de trouver des nouveaux mécanismes de paiement de primes aux agents. Hier, une des grandes avancées des discussions en cours a été annoncée ainsi qu'il suit: "les délégués du personnel ont eux-mêmes insisté auprès de l'adminis-

tration sur le fait que les primes ne soient dorénavant versées qu'aux agents qui sont régulièrement présents à leur poste de travail". En ce qui concerne la trêve sociale sollicitée par le gouvernement, le porte-parole de l'Intersyndicale des régies financières, Jean Parfait Misso a dit "reconnaître les efforts du gouver-



Photo : E.L

Le ministre du Budget, Fidèle Otandault, a encouragé les uns et les autres à poursuivre la négociation.

nement dans la résolution de la crise", ajoutant que son groupement "veut bien y adhérer pour vu que les deux parties s'accordent sur les différentes modalités". Après plusieurs rencontres ayant abouti au paiement d'une partie des primes par le gouvernement, et vu la nécessité d'ouvrir les négociations, l'Intersyndicale, conformément à la législation du travail, avait donc

décidé de suspendre la grève, malgré le fait que certains agents souhaitent le durcissement du mouvement. Cas de ceux de Port-Gentil. La rencontre d'hier a également vu la visite surprise du ministre d'Etat en charge du Budget, Jean Fidèle Otandault, venu encourager les participants à privilégier l'essentiel. Cette réunion a également permis aux syndicalistes

de s'imprégner des propositions du gouvernement quant aux nouveaux mécanismes de paiements des primes, en tenant compte de la performance. Le gouvernement, soucieux de répondre favorablement aux doléances des agents, invite ces derniers à travailler et à produire davantage : "C'est en travaillant que nous récupérons l'argent qui nous permettra de payer les primes", ont tenu à rappeler Yolande Nyonda, secrétaire général du Budget, et ses pairs des autres ministères. Soulignons, pour finir, que si deux individus ont dit représenter la Fesyrefaa à ces assises, le porte-parole de ce regroupement, Wilfried Erisco Mvou-Ossialas, joint au téléphone, a nié avoir reçu une convocation pour cette réunion, tout comme il a nié l'implication de la Fédération à ces consultations.

Education/Infrastructures scolaires

Le complexe scolaire d'Owendo se meurt

F.S.L.
 Libreville/Gabon

Au deuxième jour de sa mini-tournée interétablissements, la ministre et son délégué ont touché cette réalité du doigt avec la promesse d'une résolution progressive des problèmes rencontrés

APRÈS l'école publique d'Okala, le lycée Paul Indjendjet Gondjout et le collège Bessieux, la veille, la ministre de l'Éducation nationale, Nadine Patricia An-

guile Obame, et son délégué, Joseph Moundziegou, ont poursuivi, mardi matin, leur mini-tournée interétablissements. Le complexe scolaire d'Owendo (lycée technique national Omar Bongo, lycée technique de Libreville et l'Institut technologique d'Owendo), l'École normale des instituteurs de Libreville (Enil) et le centre d'équipements et de maintenance, abritant le matériel destiné au lycée technique de Bikélé, ont constitué les nouvelles étapes de leur périple vi-



Photo : Adaji Njoukoume

La ministre Nadine Patricia Anguile Obame et son délégué s'adressant à un responsable d'établissement.

sant à prendre contact avec le personnel enseignant et administratif et toucher du

doigt les difficiles réalités du monde éducatif. Cette visite de la ministre

et de son délégué a permis de se rendre davantage compte de la dégradation du complexe scolaire d'Owendo, le fleuron, de notre système scolaire. A la vétusté des installations s'ajoutent le vieillissement des équipements au sein des ateliers, le délabrement des bâtiments et l'insalubrité. Hormis les hautes herbes qui envahissent l'espace, le complexe scolaire d'Owendo en lui-même subit l'assaut des populations environnantes. L'arrière de sa clô-

ture, déjà bien dégradée, est en proie à toutes sortes d'intrusions. C'est dire l'urgence qu'il y a à réhabiliter cette infrastructure scolaire. « Nous exhortons les chefs d'établissements à nous faire parvenir leurs fiches et leurs états de besoins. Nous ne prétendons pas résoudre tous les problèmes d'un coup de baguette magique. Mais à travers une programmation efficiente, nous trouverons des solutions de manière progressive », a déclaré la ministre Anguile Obame.

Visite de la ministre du Travail à l'Office national de l'emploi (ONE)

Carmen Ndaot exhorte le personnel à plus de responsabilité

F-K.O.M
 Libreville/Gabon

UNE semaine après les partenaires sociaux, la ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation, Carmen Ndaot, s'est rendue hier matin, à l'Office national de l'emploi (ONE), pour une visite de prise de contact.

Hans Landry Ivala, directeur général de l'ONE, et secrétaire exécutif du Fonds d'aide à l'Insertion et à la réinsertion professionnelle (FIR), en a profité pour présenter succinctement la structure dont il a la charge. Il en résulte que l'ONE est un service public avec pour mission de mettre en œuvre toutes les politiques publiques et mesures gouvernementales en faveur de l'emploi.



Photo : FKOM

Carmen Ndaot échangeant avec les responsables de l'ONE

L'Office assure également la gestion opérationnelle du FIR. Hans Landry Ivala a livré au chef du département son constat de la situation du marché du travail, depuis la chute du prix du baril du pétrole: « cette chute a eu pour corollaires, d'une part des licenciements économiques car, plus de la moitié des de-

mandeurs d'emploi enregistrés depuis deux ans à l'ONE sont des anciens travailleurs. Et d'autre part, la baisse des ressources de l'Etat dont celles de l'ONE et du FIR. C'est ainsi que le président de la République, soucieux de la problématique de l'emploi a décidé, lors des premières assises sociales tenues en avril 2014, entre autres, de re-

structurer l'ONE ». La ministre Carmen Ndaot s'est félicitée de ce que : « Indépendamment de la crise que connaît notre pays, l'Office national de l'Emploi est aux normes et standards internationaux ». Elle a également rappelé que le gouvernement a fait de l'emploi des jeunes, son cheval de bataille. Ainsi, il y a de quoi garder espoir et conjuguer les efforts dans un élan de solidarité. Au terme de son intervention, la ministre en charge du Travail a exhorté le personnel et les responsables de l'Office national de l'Emploi et du Fonds d'aide à l'Insertion et à la réinsertion professionnelle, à plus de responsabilité dans l'exécution des missions qui leur sont assignées, en tenant compte des orientations budgétaires du moment.

